

Consignes relatives au traitement des demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle déposées au titre des années 2020, 2021 et 2022

Mise à jour au 29 septembre 2022

Les dispositions de la circulaire n°INTE1911312C du 10 mai 2019 précisent la méthode d'analyse mise en œuvre pour traiter les demandes communales. Son annexe 4 détaille les modalités d'instruction des demandes qui doivent être respectées par les préfetures dans la gestion des demandes.

La présente fiche met en lumière certains aspects de la procédure :

- elle synthétise les réponses aux questions récurrentes des préfetures relatives au dispositif d'instruction de l'épisode de sécheresse des années 2020 et 2021 ;
- elle fixe les consignes à mettre en œuvre pour préparer l'instruction des demandes communales déposées au titre de la sécheresse-réhydratation des sols de l'année 2022.

● 1) Episode de sécheresse-réhydratation des sols des années 2020 et 2021

1.1 - Recevabilité des demandes

Les demandes communales de reconnaissance sont recevables dans la limite du délai fixé par l'article L.125-1 du code des Assurances. Elles ne sont plus recevables au plus tard **24 mois** après le début de l'événement naturel qui y donne naissance. Par conséquent :

- Les demandes communales relatives à la sécheresse 2019, ou aux épisodes de sécheresse antérieurs, ne sont plus recevables.
- S'agissant des dossiers relatifs aux sécheresses 2020 et 2021, seules les demandes présentant un délai inférieur à 24 mois entre la date de début de phénomène et la date de signature du formulaire CERFA par l'autorité municipale sont recevables.

1.2 - Réponses aux questions récurrentes depuis la publication au JO des arrêtés interministériels traitant les demandes communales relatives aux sécheresses 2020 et 2021

- Refus d'indemnisation des assureurs bien que les communes soient reconnues

Si elles sont sollicitées à propos d'un désaccord entre assureurs et assurés suite à la reconnaissance d'une commune en état de catastrophe naturelle (refus de prise en charge, contestation du montant de l'indemnisation...), les préfetures/DDI peuvent inviter les sinistrés à se rapprocher du médiateur de l'assurance (www.mediation-assurance.org) et/ou des associations de protection des consommateurs. Les relations contractuelles entre un assuré et son assureur échappent à l'autorité administrative.

- Gestion des recours gracieux et contentieux

> **Les recours gracieux** contre les arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sont transmis au ministère de l'intérieur (DGSCGC) soit directement par les communes ou les sinistrés, soit par l'intermédiaire des préfetures/DDI. La DGSCGC s'efforce de répondre à l'ensemble des recours dans des délais raisonnables. Cependant, les recours gracieux qui ne font état d'aucun élément technique permettant de justifier le réexamen des dossiers font l'objet de décisions implicites de rejet.

> Les recours contentieux :

- . Tribunaux compétents : Art. R.312-7 du Code de Justice Administrative – Le TA compétent est celui dans le ressort duquel est située la commune concernée par l'arrêté contesté.
- . Gestion centralisée des recours par le ministère de l'intérieur : Art. R.431-10 du CJA - C'est la DLPAJ du ministère de l'intérieur qui défend les décisions prises par les ministres devant les tribunaux.

- Des fiches sont à disposition sur le site d'information d'iCatNat, notamment :

- Dans l'onglet FAQ, une fiche est dédiée à la gestion des recours contre les arrêtés cat. nat. Elle détaille les modalités de gestion des recours gracieux et recours contentieux.
- Dans l'onglet instruction → fiches d'aide à l'instruction, une fiche précise les modalités de communications des documents administratifs aux communes et aux sinistrés concernés.

● 2) Episode de sécheresse-réhydratation des sols de l'année 2022

2.1 - Transmission des demandes communales au ministère à partir du 15 octobre 2022

Les demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle relatives à l'épisode de sécheresse-réhydratation des sols de l'année 2022 seront instruites par la DGSCGC après livraison du rapport météorologique de Météo-France sur le phénomène. Cependant, **vous pourrez transmettre dans iCatNat les demandes communales au titre de l'épisode de sécheresse 2022 que vous avez déjà reçue à partir du 15 octobre 2022.**

Vous êtes invité dès à présent à déposer les demandes que vous avez reçu dans l'application iCatNat dans un dossier créé à cet effet respectant les règles de nommage fixées par le guide de l'instruction de l'application (*Sécheresse 2022 - dossier n°1*).



Les demandes dont les dates de fin de phénomène sont postérieures aux dates de signature des CERFA font l'objet de consignes spécifiques pour être transcrites dans iCatNat (cf. point 2.2). Cette circonstance est sans effet sur les délais d'instruction.

Les demandes que vous transmettez seront contrôlées par la DGSCGC dès réception puis affectées à une **commission d'attente**. Les demandes auront le statut « instruction en cours ». Une fois les rapports d'expertise disponibles, les demandes communales seront instruites par la DGSCGC et progressivement affectées aux commissions interministérielles organisées.

2.2 - Rappel des principales consignes relatives au contrôle du contenu des demandes communales

- Dates des demandes communales :

> L'analyse des dossiers sécheresse s'effectue par saison (ou trimestre) afin de tenir compte de la cinétique lente du phénomène. Dans le but d'éviter la multiplication des demandes pour une même commune au cours d'une même année, nous vous invitons à inciter les communes à **fixer comme date de début de phénomène le 1er janvier 2022** (ou au moins une date antérieure au 30 mars 2022) **et comme date de fin de phénomène une date postérieure au 1^{er} octobre 2022**. Ainsi, les dossiers seront étudiés pour les 4 trimestres de l'année en une seule fois.

> Les préfectures/DDI sont régulièrement destinataires de **formulaires CERFA dont les dates de fin de phénomène (par exemple : 31 décembre 2022) sont postérieures aux dates de signature par l'autorité municipale (par exemple : 03 octobre 2022)**. Pour pouvoir transcrire ces demandes dans iCatNat dès le mois d'octobre vous êtes invités à indiquer dans l'application informatique la date de signature du formulaire CERFA comme date de fin de phénomène.

Exemples de transcriptions de formulaires CERFA par la préfecture dans iCatNat :

- La commune dépose une demande papier du 1^{er} janvier 2022 au 2 octobre 2022 et signe sa demande le 3 octobre 2022 : la demande est transcrite en l'état dans iCatNat.

- la commune dépose une demande papier du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 et signe sa demande le 10 octobre 2022 : la demande est retranscrite dans iCatNat selon les modalités suivantes :

→ Date de début de phénomène : 01/01/2022

→ Date de fin de phénomène : **10/10/2022**

→ Date de signature : 10/10/2022



Lorsque l'agent de préfecture ou DDI retranscrit dans iCatNat une date de fin de phénomène différente de celle présente sur le formulaire CERFA, **le gestionnaire doit le préciser dans la rubrique « observations préfecture » du détail de la demande en utilisant la formule suivante :**

Observations préfecture		Modifier
Observations	La date de fin de phénomène enregistrée dans iCatNat est différente de celle inscrite dans le formulaire CERFA.	

- **Confusion entre la sécheresse géotechnique et les mouvements de terrain** : une commune ne peut pas déposer une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle au titre de la sécheresse et d'un mouvement de terrain pour un même phénomène intervenu sur la même période. L'annexe 4 de la circulaire n°INTE1911312C du 10 mai 2019 (*annexe IV - point 1 - page 19*) précise quelles suites donner à cette situation.